



ZMPAP

INDICATEURS CLÉS

MSNA

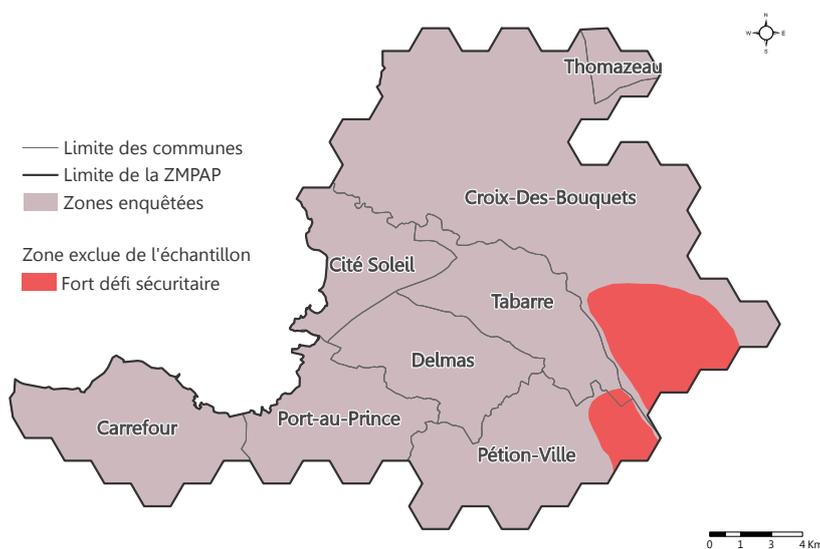
Janvier 2023

Haïti

CONTEXTE ET METHODOLOGIE. Pays classé au 162^e rang sur 191 de l'indice de développement humain (IDH)¹, Haïti se caractérise par des vulnérabilités structurelles en matière de développement que la détérioration du contexte climatique, socio-économique, politique et sécuritaire ont récemment contribué à exacerber. La nature multiforme de la crise en Haïti explique que la coordination humanitaire estime à 4,9 millions le nombre de personnes dans le besoin en 2022. Tandis que les difficultés d'accès humanitaire représentent un obstacle de plus en plus tangible à la collecte d'information, en raison du caractère enclavé de certaines zones et du contexte sécuritaire volatile, les données disponibles sont généralement spécifiques à une intervention, un lieu ou un

secteur. Afin de répondre à ces défis en termes de gestion de l'information, REACH a facilité pour la première fois en Haïti une Evaluation multisectorielle des besoins (MSNA) qui couvre l'ensemble du territoire. La collecte de données pour la ZMPAP (Zone Métropolitaine de Port-au-Prince) s'est déroulée du 26 août au 13 Septembre 2022. 1188 ménages ont participé à l'enquête et les entretiens ont été effectués en personne. REACH a effectué la collecte pour les ménages en population générale. L'échantillon est stratifié par grappes avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Les données sont disponibles au niveau des communes pour la ZMPAP². L'annexe méthodologique de l'évaluation comprenant les défis et les limites est disponible [ici](#).

COUVERTURE DE L'ÉCHANTILLON



DÉFIS ET LIMITES

- **Biais de réponse** : certains indicateurs comme la non-satisfaction du comportement des travailleurs humanitaires, les incidents graves de protection ou les violences basées sur le genre peuvent avoir été sous-rapportés en fonction de la sensibilité de la question et de la subjectivité et de la perception des personnes interrogées.
- **Zones exclues de l'échantillon** : Pour la Zone métropolitaine, certaines zones de Croix-des-Bouquets (en particulier, la section communale de 1er Petit Bois) et de Pétion-Ville (autour de Pernier et de Torcel) ont été retirées de l'échantillonnage. Les résultats restent représentatifs avec l'exclusion de ces zones.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Dans la ZMPAP, La violence des gangs et les troubles sociaux ont gravement affecté l'accès à l'éducation, la nourriture, l'eau et aux services de santé ([OCHA flash update](#), 3/10/2022). Au moment de la collecte de données, les communes de Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets et Port-au-Prince étaient classées en Phase 4 de l'IPC³. Pour la première fois en Haïti, une zone d'analyse avait atteint une proportion de ménages en Phase 5 : la commune de Cité-Soleil, avec 5% des ménages (19,206 ménages).

57% des ménages ont rapporté **avoir fait face à un choc** au cours des 6 mois précédant la collecte de données. Les chocs les plus rapportés par les ménages sont les **prix anormalement élevés des carburants, transports et autres denrées non alimentaires (31%)**, les **prix anormalement élevés des denrées alimentaires (29%)** et l'**insécurité (19%)**. **48%** des ménages ont indiqué utiliser des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance (LCSI) de **crise ou d'urgence**⁴.

En matière de sécurité alimentaire, **10%** des ménages ont été

classés en niveau **Sévère ou Très Sévère** sur l'échelle de la faim (HHS)⁵.

En ce qui concerne l'accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires, **63%** des ménages ont rapporté **ne pas avoir eu accès à suffisamment d'eau** au moins une fois au cours des 30 jours précédant la collecte de données et **13%** ont rapporté le **trou ouvert** comme infrastructure sanitaire utilisée habituellement (49% à Cité-Soleil).

En termes d'éducation, parmi les ménages ayant des enfants de 3 à 17 ans, plus de la moitié (**52%**) ont rapporté l'**insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école** comme barrière d'accès pour les enfants et parmi les ménages ayant des enfants qui ont abandonné l'école, **12%** ont rapporté le **risque de protection sur le trajet de l'école** comme raison d'abandon.

Finalement et relativement à la protection, **20%** des ménages ont rapporté avoir fait face à des **restrictions de mouvement liées à l'insécurité** et **5%** des ménages ont rapporté le **kidnapping** comme incident de protection subi au cours des 12 mois précédant la collecte de données.



DÉMOGRAPHIE

% d'individus enquêtés par genre



Âge moyen de l'individu enquêté

43

% des ménages par statut matrimonial du chef ou de la cheffe de ménage

Concubinage	24%
Marié/e	37%
Veuf/veuve	8%
Célibataire	17%
Séparé/e	10%
Divorcé/e	3%

DÉPLACEMENT

% des ménages dont au moins une partie des membres ont émigré en dehors d'Haïti, par groupe d'âge et de genre

Aucun membre du ménage	89%
Jeunes hommes adultes (18-35 ans)	2%
Hommes adultes (36-65 ans)	2%
Jeunes femmes adultes (18 - 35 ans)	5%
Femmes adultes (36-65 ans)	1%

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



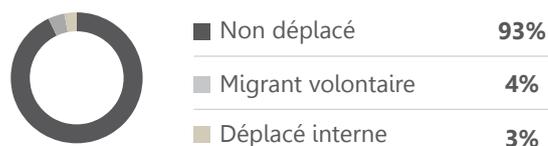
Taille moyenne du ménage (en nombre d'individus)

4

Composition des ménages (en % des individus)

Enfants	34%
Hommes de 15 à 49 ans	27%
Femmes de 15 à 49 ans	32%

% des ménages par profil de déplacement



14% des ménages ont rapporté avoir l'intention de migrer au cours des 6 mois après la collecte de données



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ÉCHELLE DE LA FAIM DU MÉNAGE (HHS)

% des ménages par niveau sur l'Échelle de la faim (HHS³)

Aucun	23%
Peu	16%
Modéré	51%
Sévère	4%
Très sévère	6%

% des ménages ayant subi une période sans aucune nourriture à manger

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



73%	Oui
26%	Non
1%	Préfère ne pas répondre / Ne sait pas

Dans les communes de Cité-Soleil et Carrefour, respectivement **21%** et **15%** des ménages se situent en niveau **très sévère ou sévère** sur l'Échelle de la faim (HHS) et **85%** des ménages à Cité-Soleil ont rapporté avoir subi une période **sans aucune nourriture à manger** au cours des 30 jours précédant la collecte

de données. **18%** des ménages ont rapporté avoir passé **une journée et une nuit entières sans rien à manger** parfois ou souvent (plus de 3 fois) au cours des 30 jours précédant la collecte de données (35% à Cité-Soleil et 19% à Carrefour).

INDICE RÉDUIT DES STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

Moyenne du nombre de jours où le ménage a du

réduire les quantités consommées par les adultes pour nourrir les	2,6
consommer des aliments moins préférés et moins chers	2,8
diminuer la quantité consommée pendant les repas	3,3
diminuer le nombre de repas par jour	3,6

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données

% des ménages par niveau d'Indice réduit des stratégies de subsistance (rCSI⁶)

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données



Aucun ou bas	12%
Moyen	37%
Sévère	51%

PRODUCTION AGRICOLE ET CHOCS

57%

des ménages ont rapporté avoir fait face à un choc ou des difficultés

Au cours des 6 mois précédant la collecte de données

Top 3 des chocs rapportés par les ménages, par milieu (% des ménages)

Au cours des 6 mois précédant la collecte de données (les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse)

Prix anormalement élevés des carburants/ transports et d'autres denrées non alimentaires.	31%	<div style="width: 31%;"></div>
Prix anormalement élevés des denrées alimentaires	29%	<div style="width: 29%;"></div>
Insécurité/violence/raids/ pillage	19%	<div style="width: 19%;"></div>

Les communes avec les plus grandes proportions de ménages ayant rapporté avoir fait face à un **choc ou des difficultés** au cours des 6 mois précédant la collecte de données sont Carrefour (**91%**), Cité-Soleil (**82%**) et Croix-des-Bouquets (**70%**). À Carrefour, **82%** des ménages ont rapporté **les prix anormalement élevés**

des denrées alimentaires comme choc et à Cité-Soleil le choc le plus rapporté par les ménages est l'**insécurité (48%)**. Dans l'ensemble, **90%** des ménages ont rapporté que le choc a **réduit la capacité du ménage à obtenir de l'argent ou de la nourriture**.



MOYENS DE SUBSISTANCE

INDICE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% des ménages ayant du

dépenser leur épargne (Stress) 42%

retirer les enfants de l'école (Crise) 13%

réduire les dépenses non alimentaires essentielles (Crise) 39%

vendre une propriété foncière (Urgence) 7%

mendier (Urgence) 10%

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

% des ménages par niveau d'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI⁴)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



■ Aucun	34%
■ Stress	18%
■ Crise	33%
■ Urgence	15%

Les communes avec les plus grandes proportions de ménages se situant sur le niveau de **crise ou urgence** de l'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI) sont Carrefour (**68%**), Delmas (**60%**) et Cité-Soleil (**59%**). **28%** des ménages ont rapporté avoir eu recours à des stratégies d'adaptation liées aux

moyens de subsistance **pour accéder aux soins de santé** ou pour payer les soins de santé, **19%** pour **accéder à l'éducation** ou payer pour l'éducation, **15%** pour **accéder au logement** ou payer le logement et **3%** pour **réaliser des cérémonies** (funérailles, communion, baptême, mariage).

SOURCES DE NOURRITURE ET DE REVENUS

% des ménages par source principale de revenus (les plus rapportées)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Revenus de son propre commerce (hors production agricole) 24%

Travail salarié 20%

Travail informel 18%

Préfère ne pas répondre 10%

Aucun 9%

Top 3 des sources de nourriture rapportées par les ménages (% des ménages)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données (les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse)

Achat au comptant	68%	<div style="width: 68%;"></div>
Achat à crédit	29%	<div style="width: 29%;"></div>
Emprunt	19%	<div style="width: 19%;"></div>

ACCÈS AUX MARCHÉS ET AUX PRESTATAIRES FINANCIERS

5%

des ménages ont rapporté que le marché fonctionnel le plus proche se situe à plus de une heure de distance à pied

Top 3 des types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

1. Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc) (93%)
2. Services formels de transfert d'argent (Western Union, etc.) (59%)
3. Banque (20%)

17% des ménages à Carrefour ont rapporté que le marché fonctionnel le plus proche se situe à **plus de une heure de distance à pied**. **3%** des ménages ont rapporté qu'**aucun**

prestataire/fournisseur de services financiers n'est accessible dans la localité (7% à Croix-des-Bouquets et 6% à Port-au-Prince).



EAU POTABLE, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

63%

des ménages ont rapporté ne pas avoir eu accès à suffisamment d'eau pour boire au moins une fois au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Top 3 des sources d'eau de boisson rapportées par les ménages (% des ménages)

1. Raccordement par canalisation à la maison (ou à la maison du voisin) / Réseau DINEPA (27%)
2. Camion-citerne (16%)
3. Gallon d'eau (14%)

73% des ménages ont rapporté ne pas avoir suffisamment d'eau pour boire, 46% pour cuisiner et 46% pour l'hygiène personnelle. À Cité-Soleil, 80% des ménages ont rapporté ne pas avoir eu accès à suffisamment d'eau pour boire au moins une fois au cours des 30 jours précédant la collecte de données.

53% des ménages ont rapporté qu'ils n'ont pas de problèmes d'accès à l'eau, tandis que 23% ont rapporté que les points d'eau sont trop éloignés, 11% qu'il y a un nombre insuffisant de points d'eau et 9% que l'eau est trop chère.

ACCÈS AUX INFRASTRUCTURE SANITAIRES

% des ménages par type d'infrastructure sanitaire utilisée habituellement (les plus rapportées)

Toilettes à chasse d'eau du robinet / manuelle (flush et pour/flush) 59%

Trou ouvert 13%

Toilettes à fosse sans dalle ni plateforme 13%

Toilettes à fosse avec dalle et plateforme 10%

Défécation à l'air libre 2%

Top 4 des problèmes d'accès aux infrastructures sanitaires rapportés par les ménages (% des ménages)

1. Aucun problème (57%)
2. Manque d'installations sanitaires ou trop d'affluence (14%)
3. Les installations sanitaires ne sont pas propres ou hygiéniques (13%)
4. Les installations sanitaires ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes (11%)

En particulier à Cité Soleil, 49% des ménages ont rapporté l'utilisation de **trous ouverts** comme infrastructure sanitaire et à Carrefour 6% ont rapporté la **défécation à l'air libre**. Parmi les ménages ayant rapporté utiliser des latrines à chasse d'eau ou à

fosse, 58% ont indiqué que celles-ci n'ont **jamais été vidées**. 22% des ménages ont rapporté **partager l'infrastructure sanitaire**. Parmi ceux-ci, 42% ont rapporté partager l'infrastructure sanitaire **avec plus de 2 ménages**.

GESTION DE DÉCHETS

36%

des ménages ont rapporté vivre dans des zones où des animaux morts sont parfois ou souvent visibles

Top 3 des types de pratiques pour la gestion des déchets rapportées par les ménages (% des ménages)

Décharge ouverte non-définie	30%	<div style="width: 30%;"></div>
Brûler	25%	<div style="width: 25%;"></div>
Poubelles dans le ménage ou dans la rue	18%	<div style="width: 18%;"></div>



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRIS ADÉQUAT

% des ménages par type de problèmes de l'abri (les plus rapportés)*

Fuites en cas de pluie	40%
Manque d'isolation contre le froid	26%
Ventilation limitée (pas de circulation d'air sauf si l'entrée principale est ouverte)	18%

* Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

Top 5 du **type d'abri** rapporté par les ménages (% des ménages)

1. Maison solide/terminée (39%)
2. Abri léger (toit en tôle) (22%)
3. Appartement solide/terminé (12%)
4. Bâtiment non couvert/non terminé/non solide (8%)
5. Abri peu ou pas solide, voire endommagé (5%)

DOMMAGES SUR LES ABRIS

% des ménages par type de dommages rapportés pour l'abris (les plus rapportés)*

Dommages au toit (fissures, ouvertures, effondrement partiel)	41%
Dommages aux fenêtres et/ou aux portes (manquantes, cassées, ne fermant pas correctement)	17%
Dommages aux murs	16%
Dommages au sol	10%

* Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

% des ménages par type de problème rencontré en terme de conditions de vie à l'intérieur de l'abri (les plus rapportés)*

- 20%** des ménages ont rapporté le manque d'intimité (pas de cloison, de portes)
- 20%** des ménages ont rapporté qu'ils sont **incapables de stocker de l'eau correctement (nombre insuffisant de contenants d'eau)**
- 19%** des ménages ont rapporté être **incapables de cuisiner et/ou de stocker de la nourriture correctement** (équipements de cuisine non sécurisés, nombre insuffisant d'articles pour cuisiner)

SOURCE D'ÉNERGIE

4h

Moyenne du nombre d'heures d'accès à l'électricité dans la journée rapportée par les ménages

Top 3 des **sources principales d'électricité** rapportées par les ménages (% des ménages)

Réseau principal (EDH - électricité d'Haïti)	69%	<div style="width: 69%;"></div>
Pas de source d'électricité	19%	<div style="width: 19%;"></div>
Panneaux solaires	8%	<div style="width: 8%;"></div>



SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

26%

des individus ont rapporté un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 3 des besoins de soins de santé rapportés (% d'individus)

1. Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine comme une fièvre, une diarrhée, une toux (7%)
2. Consultation ou bilan de santé préventif (5%)
3. Consultation ou médicaments pour une maladie chronique comme le diabète ou l'hypertension (4%)

BARRIÈRES D'ACCÈS

6%

des ménages ont rapporté avoir accès à un établissement de santé fonctionnel à plus d'1h de distance avec le moyen de transport habituel

Top 3 des barrières rapportées pour accéder à l'infrastructure de santé parmi les ménages dont au moins un membre n'a pas pu accéder aux soins de santé demandés (% des ménages)

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

1. Ne pouvait pas payer le coût de la consultation (7%)
2. Ne pouvait pas payer le coût du traitement (7%)
3. Aucun établissement de santé fonctionnel à proximité (5%)

À Carrefour et Pétion-Ville, respectivement **16%** et **11%** des ménages ont rapporté avoir accès à un établissement de santé fonctionnel à **plus d'1h avec le moyen de transport habituel**. La moyenne du temps de trajet rapporté par les ménages pour accéder à l'établissement de santé le plus proche est de **21** minutes. 31% des ménages ont rapporté la marche comme mode

de déplacement pour accéder à l'infrastructure de santé, 20% les transports en commun, 28% les moto-taxi ou moto privée et 11% la voiture privée ou taxi. **69%** des ménages ont rapporté utiliser un **mode de déplacement dépendant du carburant** pour accéder à l'infrastructure de santé.

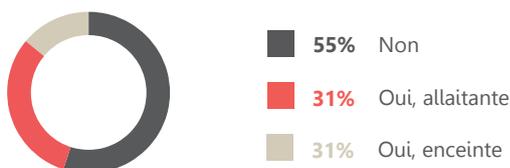
SANTÉ INFANTILE ET DES FEMMES ENCEINTEES OU ALLAITANTES

13%

des ménages ont rapporté avoir eu au moins un enfant de moins de 5 ans avec des symptômes de fièvre, de diarrhée ou de pneumonie

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

% de ménages dont la cheffe de ménage est enceinte ou allaitante



Parmi les ménages au sein desquels au moins une femme est enceinte, **38%** ont rapporté que les femmes enceintes du ménage n'ont **pas reçu de consultation prénatale**.



EDUCATION

SCOLARISATION

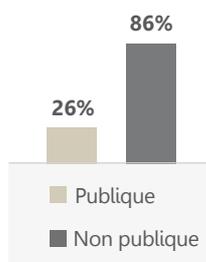
2%

des enfants ont abandonné l'école formelle

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant des enfants en âge de scolarisation

% des ménages qui ont rapporté avoir accès à une école publique

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant au moins un enfant inscrit à l'école formelle (les ménages pouvaient sélectionner plusieurs réponses)



% d'enfants qui ont fréquenté régulièrement l'école formelle, par âge et par sexe

	Garçons	Filles
3 à 4 ans	84%	82%
5 à 11 ans	83%	88%
12 à 17 ans	91%	85%

% d'enfants qui ont abandonné l'école formelle, par âge et par sexe

	Garçons	Filles
3 à 4 ans	2%	3%
5 à 11 ans	3%	1%
12 à 17 ans	1%	2%

BARRIÈRES D'ACCÈS ET ABANDON

52%

des ménages ont rapporté l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école parmi les barrières pour les enfants

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant des enfants de 3 à 17 ans

Top 3 des barrières à l'éducation rapportées par genre (% des ménages)

	Garçons	Filles
1	Les coûts liés à l'éducation sont trop élevés (19%)	Les coûts liés à l'éducation sont trop élevés (22%)
2	Aucune barrière (15%)	Aucune barrière (13%)
3	Insécurité pour l'enfant sur le chemin de l'école / à l'école (12%)	Insécurité pour l'enfant sur le chemin de l'école / à l'école (12%)

% des ménages par principale raison d'abandon de l'école

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant au moins un enfant ayant abandonné l'école

Les coûts liés à l'éducation sont trop élevés	59%
Risque de protection sur le trajet de l'école	12%
Enfant enceinte	6%
Absence de document valable / valide pour s'inscrire	6%

À Cité-Soleil et à Tabarre, des proportions plus importantes de ménages ont rapporté **l'insécurité pour l'enfant sur le chemin de l'école ou à l'école** (respectivement, pour les garçons 30% et 36%, pour les filles 27% et 33%) et le fait que **les enfants sont en détresse psychologique** (respectivement, pour les garçons 12% et 24%, pour les filles 10% et 20%) parmi les barrières citées pour les enfants.

Parmi les ménages ayant au moins un enfant qui a abandonné l'école durant l'année scolaire 2021-2022, à Carrefour, **25%** des ménages ont rapporté le fait que **l'enfant est enceinte** comme principale raison d'abandon de l'école. À Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets et Tabarre, la raison principale d'abandon de l'école la plus citée par les ménages est **le risque de protection sur le trajet de l'école** (respectivement (22%, 33% et 100%). Finalement, à Cité-Soleil, **22%** des ménages ont **préféré ne pas répondre ou ne savent pas** quelle est la raison d'abandon de l'école pour les enfants.



PROTECTION

PROTECTION GÉNÉRALE

20%

des ménages ont rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements liées à l'insécurité

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 4 des incidents de protections subis (% des ménages)⁷

Au cours des 12 mois précédant la collecte de données

Aucun	70%	<div style="width: 70%;"></div>
Vol	16%	<div style="width: 16%;"></div>
Menaces / harcèlement	9%	<div style="width: 9%;"></div>
Kidnapping	5%	<div style="width: 5%;"></div>

À Cité-Soleil, Carrefour, Tabarre et Delmas, respectivement 34%, 26%, 24% et 25% des ménages ont rapporté avoir fait face à des **restrictions de mouvements liées à l'insécurité** au cours des 3 mois précédant la collecte de données. Les types de restrictions de mouvements les plus rapportées par les ménages sont les **blocus imposés par les gangs armés** (12%), la fermeture

des routes en raison de manifestations (10%) et l'insécurité dans la rue (7%). À Delmas, **14%** des ménages ont rapporté le **kidnapping** comme incident de protection subi au cours des 12 mois précédant la collecte de données. À Cité-Soleil, **10%** ont rapporté la **discrimination ou persécution** et **8%** ont rapporté la **violence physique ou sexuelle**.

PROTECTION DE L'ENFANCE

62%

d'enfants⁸ ont mené des activités liées au travail ou à la mendicité au moins une heure au cours de la journée⁹

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données

2% des ménages ont rapporté qu'au moins un enfant du ménage **est marié** (6% à Delmas et 3% à Pétion-Ville)
Parmi les ménages ayant au moins un enfant

5% des ménages ont rapporté qu'au moins un enfant du ménage **ne vit pas actuellement dans le ménage** (9% à Delmas et 6% à Croix-des-Bouquets et Pétion-Ville)

1,7 Moyenne du nombre d'enfants séparés
Parmi les ménages ayant au moins un enfant séparé

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

% de ménages au sein desquels les filles / femmes évitent certaines zones pour cause d'insécurité

Il n'y a pas de zones que les femmes / filles évitent pour cause d'insécurité 52%

Ne sait pas	26%
Dans les transports publics	7%
Dans leurs maisons	7%
Sur le chemin de l'école	5%

À Carrefour, Pétion-Ville et Port-au-Prince, respectivement 48%, 36% et 29% des ménages ont répondu qu'ils ne savaient pas quelles étaient les zones que les filles ou femmes évitent pour cause d'insécurité. À Croix-des-Bouquets, **24%** des ménages ont **préféré ne pas répondre**. Finalement, à Delmas, **20%** des ménages ont rapporté **leurs maisons** comme zones que les filles et femmes évitent pour cause d'insécurité et **16%** ont rapporté **les transports publics**.

Les préoccupations en matière de sécurité pour les femmes les plus rapportées par les ménages sont le **kidnapping** (**19%**), **les vols** (**15%**) et **les menaces de violence** (**14%**). Notamment à Delmas, **43%** des ménages ont rapporté les **kidnappings** comme préoccupation en matière de sécurité pour les femmes et **30%** ont rapporté **les vols**. À Cité-Soleil, **35%** des ménages ont rapporté **les menaces de violence** et **30%** ont rapporté le fait de **subir des violences ou du harcèlement (non sexuel)**. Il n'y a pas de différences majeures au niveau des résultats concernant les préoccupations en matière de sécurité rapportées pour les filles.



REDEVABILITÉ

BESOINS PRIORITAIRES

% des ménages par modalité d'assistance préférée pour recevoir de l'assistance dans le futur

Argent liquide	31%
Nourriture, biens alimentaires	23%
Services (soins de santé, éducation)	14%
Aucune aide humanitaire souhaitée	11%
En nature (biens non alimentaires)	6%

Top 3 des **besoins prioritaires** rapportés par les ménages (% des ménages)



Assistance alimentaire (50%)



Santé (48%)



Abris (42%)

Les autres besoins prioritaires les plus rapportés sont l'aide aux moyens de subsistance ou à l'emploi (40%), l'électricité (31%), la sécurité (21%), et l'éducation pour les enfants (20%).

ASSISTANCE HUMANITAIRE

68%

des ménages étaient **satisfaits** de l'assistance reçue

Parmi les **2%** des ménages ayant reçu une assistance dans les 12 mois précédant la collecte de données¹⁰

Raisons rapportées par les ménages pour justifier leur **insatisfaction vis-à-vis de l'assistance reçue** (% des ménages)

Parmi ceux qui ont reçu une assistance humanitaire et qui n'en ont pas été satisfaits, les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse¹¹

1. **Qualité de l'aide insuffisante (65%)**
2. **Quantité de l'aide insuffisante (35%)**

Parmi les ménages ayant reçu une assistance humanitaire, 43% ont rapporté qu'ils ont été consultés vis-à-vis du type d'assistance qu'ils aimeraient recevoir. Parmi les ménages consultés, 75% ont rapporté que l'assistance reçue correspondait à leur demande.

16% des ménages ont rapporté **ne pas être satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires** présents dans leur zone et **66%** ont rapporté qu'ils n'avaient **pas de connaissance de la présence de travailleurs humanitaires** dans la zone. Concernant les raisons d'insatisfaction et parmi les ménages insatisfaits du comportement des travailleurs

humanitaires¹², 57% des ménages ont rapporté ne pas savoir et 18% ont préféré ne pas répondre. En particulier, **18%** des ménages ont cité le **comportements frauduleux** ou corrompus des travailleurs humanitaires et **4%** le fait d'avoir été témoin ou **victime d'exploitations ou d'abus sexuels** de la part des travailleurs humanitaires (6%).

INFORMATION ET MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

97%

des ménages ont rapporté **ne pas avoir connaissance** des mécanismes de gestion de plaintes

Parmi les **2%** des ménages ayant reçu une assistance dans les 12 mois précédant la collecte de données

Top 3 des **sources de confiance préférées** rapportées pour recevoir de l'information (% des ménages)

1. Station de radio (72%)
2. Chaîne télévisée (38%)
3. Journaux en ligne ou sites internet (5%)

Les **types d'informations** requises les plus rapportés par les ménages sont comment avoir **accès à l'aide humanitaire** ou s'enregistrer en tant que bénéficiaire (35%) et comment avoir accès à de la **nourriture** (20%). Les moyens de communication privilégiés pour recevoir l'information les plus rapportés par les

ménages sont les appels téléphoniques (44%), la télévision ou radio (48%) et Whatsapp (21%). Cela dit, **3%** des ménages ont rapporté **ne pas posséder un téléphone dans le ménage** et **28%** ont rapporté **ne pas avoir de couverture réseau du tout**.



NOTES

¹ UNDP, [Classement de l'IDH](#), 2022

² Dans la commune de Thomazeau, uniquement 36 entretiens ont été effectués en raison du fait que seulement 2 hexagones se trouvaient dans la limite de la ZMPAP. De ce fait, les résultats ne sont pas représentatifs et n'ont pas été rapportés dans cette fiche d'informations.

³ FEWS Net, [Haiti Livelihoods Profile](#), 2015

⁴ L'utilisation de stratégies d'adaptation est une indication de difficultés pour un ménage de répondre à ses besoins. Le LCSJ comprend une série de questions qui incluent entre autres les stratégies de crise ou d'urgence indiquées ci-contre. Pour chaque stratégie, il a été demandé au répondant si son ménage avait utilisé ces stratégies au cours des 30 jours précédant l'évaluation ou épuisé ces mêmes stratégies au cours des 12 mois précédant l'évaluation afin de répondre à ses besoins de base.

⁵ La [HHS](#) permet de mesurer une privation alimentaire vécue et perçue en représentant différents niveaux de l'insécurité alimentaire.

⁶ Le [rCSI](#) mesure le comportement d'adaptation des ménages pour faire face à un manque d'accès à la nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture au cours des 7 jours précédant l'évaluation. Il se base sur l'usage de stratégies de court terme pour la consommation alimentaire.

⁷ Certains indicateurs comme la non-satisfaction du comportement des travailleurs humanitaires, l'enrôlement des enfants dans les groupes armés, les incidents graves de protection ou les violences basées sur le genre peuvent avoir été sous-rapportés en fonction de la sensibilité de la question et de la subjectivité et de la perception des personnes interrogées.

⁸ La collecte de données a été effectuée hors de la période scolaire.

⁹ Pour toute la section de protection de l'enfance, le terme "enfance" se réfère à tous les enfants entre 0 et 17 ans.

¹⁰ Ce sous-ensemble représente 2% des ménages, soit 24 ménages parmi les 1188 ménages enquêtés.

¹¹ Ce sous-ensemble représente 32% du sous ensemble des ménages ayant reçu une assistance humanitaire, soit 8 ménages parmi les 1188 ménages enquêtés.

¹² Ce sous-ensemble représente 16% des ménages, soit 19 ménages parmi les 1188 ménages enquêtés.

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



Groupe de coordination
inter-secteur (ISCG)



FINANCÉE PAR :



Funded by
European Union
Humanitarian Aid



AVEC LE SOUTIEN FINANCIER ET OPERATIONNEL DE :



À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : [@REACH_info](https://twitter.com/REACH_info).